

*Initiatives ministérielles*

savait que le syndicat ne pourrait jamais accepter pareille offre, mais il est allé de l'avant comme si tout allait bien, c'est-à-dire qu'un gouffre ne s'ouvrirait pas à 500 pieds, et que le syndicat devrait absolument céder.

• (1600)

Le président du Conseil du Trésor savait-il ce qui arriverait? Pensait-il que l'AFPC engagerait ses membres dans une grève non désirée et que ceux qui feraient effectivement la grève reprendraient le travail après la première ou la deuxième journée sous l'influence des collègues qui n'avaient pas voulu débrayer?

Ce n'est pas ce qui s'est passé. Je pense que le gouvernement a commis une erreur. J'espère que c'était une erreur, qu'il n'a pas voulu l'affrontement auquel nous assistons aujourd'hui. Je ne suis pas sûr, mais il devait penser pouvoir anéantir le syndicat. Or, et c'est tout à son honneur, ce dernier a prouvé qu'il pouvait survivre aux attaques du gouvernement et gagner des forces jour après jour au lieu de s'affaiblir. Mais c'est dur pour lui.

Le député de Kitchener a encore parlé de la question de la privation ainsi que des difficultés des gens. Tous les dirigeants syndicaux savent bien que les grévistes ne sortiront pas gagnants de cette expérience. Il est certain qu'ils en sortiront perdants. Il est impossible qu'ils obtiennent une augmentation qui compense les pertes occasionnées par la grève. Ce n'est pas ainsi que cela fonctionne. Ceux qui viendront après eux seront gagnants. C'est pour eux que les grévistes se battent, de même que pour les principes en cause.

Dans le secteur privé, quand surgissent de tels conflits entre l'employeur et les employés, il arrive que l'employeur gagne et il arrive qu'il perde. Mais les employés sont toujours perdants. Dans le secteur public, l'employeur gagne en général, car il paie moins en salaires, bien qu'une grève entraîne certains coûts.

J'ai oublié quel ministre du Cabinet a fait remarquer que le gouvernement ne peut affecter au remboursement de la dette les économies qu'il se trouve à réaliser actuellement, car il ne sait pas à combien elles s'élèveront au juste. Tout le monde est perdant lorsqu'un conflit de travail entraîne une interruption des services. Cela ne fait aucun doute.

Il y a d'autres gens qui souffrent à cause de ce conflit. Nous avons aussi vu d'excellents exemples de la façon dont les syndiqués essaient d'aider la population. J'ai rencontré les grévistes sur les piquets de grève dans trois localités de ma circonscription sur l'île de Vancouver. J'ai vu des grévistes parler à des gens qui essayaient d'obtenir des services du gouvernement. Je les ai entendu dire à ces gens: «Vous pouvez téléphoner ou écrire pour nous exposer votre problème et nous vous conseillerons du mieux que nous pouvons sur la façon d'obtenir les services dont vous avez besoin.» Si la meilleure façon d'obtenir des services était de se présenter au bureau, les gens étaient alors invités à franchir les piquets de grève pour obtenir ce dont ils avaient besoin.

On peut lire dans les journaux des articles sur ce qui se passe dans d'autres localités. Je peux seulement vous dire ce qui se passe à Nanaimo et à Duncan, dans ma circonscription. À quatre endroits différents, j'ai constaté que les grévistes avaient bon moral, mais qu'ils avaient hâte que le conflit prenne fin parce qu'ils ne sont pas payés. Ils faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour faciliter la tâche aux personnes touchées par la grève.

Si cela ne dépendait que du syndicat, il ne fait pas de doute à mon avis que les agriculteurs des Prairies ne subiraient pas les conséquences de cette grève. Les syndiqués ne veulent pas faire souffrir les agriculteurs, mais ils ne veulent pas non plus se faire exploiter par un gouvernement qui aurait pu agir bien plus tôt.

Comme on l'a déjà signalé, si le gouvernement avait vraiment voulu ne pas nuire au transport des céréales, il aurait pu désigner ces employés il y a un an, et ceux-ci seraient au travail aujourd'hui pour assurer ce service essentiel.

Toutefois, le gouvernement a mal jugé la situation et a pensé qu'il n'y aurait pas de grève. Cela a fait une semaine lundi que la grève a été déclenchée. Le gouvernement n'était pas obligé d'attendre à lundi de cette semaine pour nous convoquer. Il aurait pu nous convoquer le lendemain du déclenchement de la grève et prendre des mesures immédiatement. Il a cependant choisi de ne pas le faire. Il voulait que les gens souffrent d'abord dans l'espoir que la réaction du public nuirait